



KPMG SA
14 avenue des Droits de l'Homme
ZAC du Champ Chardon
45000 Orléans

Association pour l'Insertion des Jeunes de l'Arrondissement de Montargis - AIJAM

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association pour l'Insertion des Jeunes de l'Arrondissement de Montargis - AIJAM

31 avenue Chautemps 45200 MONTARGIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
14 avenue des Droits de l'Homme
ZAC du Champ Chardon
45000 Orléans

Association pour l'Insertion des Jeunes de l'Arrondissement de Montargis - AIJAM

31 avenue Chautemps 45200 MONTARGIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association pour l'Insertion des Jeunes de l'Arrondissement de Montargis - AIJAM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association pour l'Insertion des Jeunes de l'Arrondissement de Montargis - AIJAM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association comptabilise des fonds dédiés au titre de la partie des ressources affectées à des projets définis par les financeurs, qui à la clôture de l'exercice n'ont pu être utilisés conformément à l'engagement pris, comme indiqué au paragraphe « Fonds dédiés » de l'annexe aux états financiers. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les hypothèses retenues et revoir les calculs effectués ainsi que s'assurer que l'annexe aux états financiers fournie une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la trésorière.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Orléans, le 24 mai 2024

KPMG SA

Alexis Cartier

Associé

AIJAM MISSION LOCALE MONTARGIS - GIEN

ACTIF		EXERCICE 2023			Exercice précédent au 31 décembre 2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Concessions, brevets et droits similaires (205)	2 880		2 880	2 880
	Droits au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	2 880	-	2 880	2 880
	Terrains				
	Constructions (2131)	488 298	19 163	469 135	165 879
ACTIF CIRCULANT	Constructions sur sol d'autrui				
	Inst. techniques, mat. out. industriels				
	Autres immobilisations corporelles (218)	325 945	289 450	36 495	28 755
	Immobilisations en cours (230)	1		1	11 654
	Avances et acomptes				
	Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	TOTAL	814 244	308 613	505 630	206 289
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
ACTIF CIRCULANT	Prêts				
	Autres immobilisations financières (275)	1 239		1 239	1 239
	TOTAL	1 239	-	1 239	1 239
	Total de l'actif immobilisé (T1)	818 363	308 613	509 749	210 408
				-	-
	STOCKS				
	Matières premières, approvisionnement				
	En cours de production de biens				
	En cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
ACTIF CIRCULANT	Marchandises				
	TOTAL	-	-	-	-
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Fournisseurs débiteurs				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			-	-
	Subv Région, Etat et Autres collectivités publiques	670 460		670 460	485 819
	Autres créances				
ACTIF CIRCULANT	Débiteurs divers (46)				
	TOTAL	670 460	-	670 460	485 819
	Valeurs mobilières de placement (504 - 506)	676 041		676 041	452 635
	Disponibilités (51 - 53)	148 810		148 810	247 827
	TOTAL	824 851	-	824 851	700 463
	Charges constatées d'avance (486)	9 067		9 067	6 487
	Total de l'actif circulant et des charges constatées d'avance (T2)	1 504 378	-	1 504 378	1 192 769
	Frais d'émission des emprunts				
	Primes de remboursement			-	-
	Ecart de conversion actif				
ACTIF CIRCULANT	Total (T3)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (T1+T2+T3)	2 322 740 €	308 613 €	2 014 127 €	1 403 177 €

BILAN AU 31/12/2023

AIJAM MISSION LOCALE MONTARGIS - GIEN

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires (1027)	125 088	125 088
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds statutaires complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité (106810)	40 000	
FONDS REPORTES ET DEDIES	Autres réserves (10688)	396 923	347 749
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	68 301	89 176
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Situation nette	630 313	562 013
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement (13)	16 307	18 860
	Provisions réglementées		
	TOTAL 1	646 620	580 873
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés (19)	252 828	290 759
	TOTAL 2	252 828	290 759
PROV.	Provisions pour risques (15181)	12 492	26 382
	Provisions pour charges (1517 - 1516)	94 888	82 225
	TOTAL 3	107 380	108 607
DETTES	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des établissements de crédit (164)	437 007	-390
	Emprunts et dettes financières divers		
		437 007	-390
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés (40 C)	998	5 710
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales		
	Personnel et comptes rattachés (42)	155 596	125 815
TOTAL	Sécurité sociale et organismes sociaux (43)	176 551	223 200
	Financeurs Subvention et contribution		
	Impôts, taxes et versements assimilés (44 C)	14 068	23 839
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (46 C)	30 645	41 104
	Créditeurs divers		
	TOTAL	377 858	419 668
	produits constatés d'avance (4872)	192 434	3 662
	Total des dettes et des produits constatés d'avance	1 007 299	422 939
	Ecart de conversion passif		
TOTAL	TOTAL DU PASSIF	2 014 127	1 403 178

RESULTAT

AIJAM MISSION LOCALE MONTARGIS - GIEN

Période de l'exercice : 01/01/23 au 31/12/2023		EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations (756)		
	Vente de biens et de service		
	- Biens (701 - 702 - 703 - 709 - 77201)		
	- Services (704 - 705 - 706 - 708)	52 578	27 190
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation (73 - 74 - 7724)	2 270 321	2 174 794
	Versement des fondateurs ou consommation de la dotation consommable (753)		
	Ressources liées à la générosité du public		
CHARGES D'EXPLOITATION	contributions financières (755)		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (781 - 791)	75 331	105 952
	Utilisations de fonds dédiés (7894 - 7895 - 7896)	290 759	342 006
	Autres produits (751 - 752 - 753 - 757 - 758 - 7581)	4 062	
	TOTAL	2 693 050	2 649 943
	Marchandises :		
	* Achats (607)		
	* Variations de stocks (603)		
	Matières premières et autres approvisionnements :		
	* Achats (601 + 602 + 606)	24 849	17 515
	* Variations de stocks		
	Autres achats et charges externes (61- 62)	299 488	266 899
	Aides financières (657)	7 892	
	Impôts, taxes et versements assimilés (631- 633 - 635 - 637)	160 926	118 277
	Salaires et traitements (641 - 649 - 67241)	1 380 273	1 328 197
	Charges sociales (645 - 647 - 648 - 67245)	481 207	460 793
	Dotations d'exploitation		
	* sur immobilisations : amortissements (6811 - 6812)	29 905	18 940
	: provisions (6816)		
	* sur actif circulant (6817)		
	* pour risques et charges (6815)	25 155	24 850
	Report en fonds dédiés (6894 - 6895 - 6896)	252 828	290 759
	Autres charges (651 - 654 - 658 - 67258)	24 035	
	TOTAL	2 686 557	2 526 229
RESULTAT D'EXPLOITATION (A)		6 493	123 714
OPÉRAT. FAITES EN COMMUN	Excédents attribués ou déficits transférés (B)		
	Déficits supportés ou excédents transférés (C)		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (76 - 770)	5 984	3 021
	Prod. financiers d'autres V.M.P. et créances d'actif immobilier		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement (767)		
CHARGES FINANCIÈRES	TOTAL	5 984	3 021
	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilées (661 - 664 - 665 - 668 - 67261)	5 492	
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL	5 492	-
RESULTAT FINANCIER (D)		492	3 021
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT (=A+B-C+D) (E)		6 985	126 735
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion (771 - 772)	51 047	8 058
	Produits exceptionnels sur opérations en capital (775 - 777 - 778)	11 425	9 646
	Reprises sur provisions et transferts de charges (781 - 787 - 791 - 797)		
	TOTAL	62 473	17 703
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (670 - 672)	1 156	55 262
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital (675 - 678)		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (687)		
	TOTAL	1 156	55 262
RESULTAT EXCEPTIONNEL (F)		61 316	37 559
Impôt sur les bénéfices (G)			
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
Engagements à réaliser sur ressources affectées			
EXCÉDENTS OU DÉFICITS (=E+F-G+H-I)		68 301	89 176



ANNEXE
DES COMPTES
ANNUELS
CLOS AU
31-12-2023

SOMMAIRE

I. ACTIVITE – PERIMETRE – MOYENS DE L'ASSOCIATION

- a) ACTIVITE
- a) PERIMETRE
- b) MOYENS DE L'ASSOCIATION

II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- a) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

III. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

- a) BILAN ACTIF
- b) BILAN PASSIF

IV. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

V. AUTRES INFORMATIONS

I. ACTIVITE – PERIMETRE – MOYENS DE L'ASSOCIATION

a) Activité

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Favoriser sur l'arrondissement de Montargis l'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

b) Périmètre

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Accompagnement global des jeunes dans le cadre de notre mission de service publique.
- Activités spécifiques : accompagnement social, appui psychologique, accompagnement RSA, 100 chances 100 emplois.
- Point Information Conseil Validation des Acquis de l'Expérience.
- Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :
- Activité d'accompagnement global et activités spécifiques en direction des jeunes : ces activités se sont exercées auprès de 2820 jeunes auprès des territoires des 145 communes Est-Loiret.
- Activité de PIC VAE : cette activité a mobilisé 5 sessions collectives, 697 heures d'entretiens individuels, 28 heures de développement sur la démarche en direction de personnes relevant de la VAE.

c) Moyens de l'association

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

➤ **Investissements :**

- Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : 0
- Engagés et terminés dans l'exercice : 0 €
- Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : 0
- Immeuble acheté (Montant hors frais) : 150 000 €
- Emprunt : 450 000 € (pour couvrir l'achat de l'immeuble et les travaux signé le 15 juin 2022 et débloqué le **22 avril 2023**)

➤ **Ressources humaines :**

- 45 salariés au 31/12/23

➤ **Autres moyens/dépenses engagées :**

- Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 822 heures à comparer à 434 heures au titre de l'exercice précédent.
- Communication : Groupe de communication
- Entretien général/dépense de fonctionnement : 2 668 098 €

II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

a) Principes, règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

III. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

a) Bilan ACTIF

➤ Immobilisations corporelles et incorporelles - Mouvements principaux

Libellé	Solde au début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Logiciel	2 880	-		2 880
Matériel informatique et bureau	225 682	11 889		237 571
Immeuble	169 700	318 598		488 298
Installation et agencement	1 599	10 414		12 013
Mobilier	76 360			76 360
En cours	11 564		11 563	1
Total	487 785	340 901	11 563	817 123

➤ Immobilisations incorporelles - Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
<i>Logiciels</i>	<i>Linéaire</i>	<i>3 ans</i>

➤ Immobilisations corporelles - Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
<i>Matériel de bureau</i>	<i>Linéaire</i>	<i>3 ans</i>
<i>Mobilier de bureau</i>	<i>Linéaire</i>	<i>10 ans</i>
<i>Immeuble</i>	<i>Linéaire</i>	<i>25 ans</i>

➤ Immobilisations – amortissement

Libellé	Solde au début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Logiciel				-
Matériel informatique et bureau	207 389	11 650		219 039
Immeuble	3 821	15 342		19 163
Mobilier	67 497	2 914		70 411
Total	278 707	29 906	-	308 613

➤ Créances

Créances	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Echéances	
		- d'1 an	+ d'1 an
Subventions et créances à recevoir	668 625	573 875	94 750
Fournisseurs et autres	1 835	1 835	
Total	670 460	575 710	94 750

b) Bilan PASSIF

➤ Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres	125 088			125 088
Réserves				-
Autres réserves	347 749	89 174		436 923
Report à nouveau	-			-
Résultat de l'exercice	89 176	68 301	89 176	68 301
Subvention équipement	39 122	8 873		47 995
Amortissement / subv invest	- 20 263	-	11 425	- 31 688
Total	580 872	166 348	100 601	646 619

➤ Fonds dédiés – Tableau de suivi

Subventions de fonctionnement affectées

Situations Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice		Transferts en fonds dédiés de la période	Fonds restant en fin d'exercice
		Utilisation en cours d'exercice	Dont remboursements		
CEJ 2022	290 759	290 759			-
CEJ 2023		-		252 828	252 828
Total	290 759	290 759	-	252 828	252 828

Conformément à l'article 132-1 du règlement N° 2018-06 du 5 décembre 2018, la partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés ». Les fonds dédiés propres à chaque financement sont présentés dans le tableau ci-dessus. Selon la convention de financement, le montant des fonds dédiés est calculé en fonction de l'avancement du projet soit en termes de coûts engagés, soit en termes de réalisation de l'action. Spécifiquement pour le dispositif de Contrat Engagement Jeune, en fonction de la date de contractualisation, l'action de suivi à engager en N+1 est déterminé prorata temporis et valorisé selon les termes du financement.

➤ Provisions pour risques et charges

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Provision pour indemnité de départ en retraite	82 225	12 663		94 888
Provision pour risque contentieux	24 850		24 850	-
Provision pour risque de financement (FSE)	1 532	12 492	1 532	12 492
Total	108 607	25 155	26 382	107 380

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées dans les comptes. L'indemnité théorique de départ est déterminée sur la base de l'ancienneté acquise à la clôture de l'exercice. Un coefficient de probabilité de présence jusqu'à l'âge de départ en retraite de 64 ans ainsi qu'un coefficient de prorata de présence sont appliqués à l'indemnité théorique. L'indemnité calculée fait l'objet d'une actualisation au taux de 3.1 %

➤ **Etat des dettes**

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		- d'1 an	+ d'1 an	+ 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	998	998		
Dettes fiscales et sociales	343 784	343 784		
Financeurs Subventions et contributions	2 351	2 351		
Dettes sur Immobilisations	-	-		
Produits constatés d'avance	192 434	192 434		
Autres dettes	30 645	30 645		
Total	570 212	570 212	-	-

➤ **Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance correspondent à la part 2024 de la subvention de l'ARML pour l'appui psy pour 5 456 euros et aux parts 2024 et 2025 de la subvention FSE pour 186 978 euros.

➤ **Informations à caractère fiscal**

- Association non fiscalisée

IV. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

➤ **Ventilation de l'effectif moyen**

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
- Cadres	10	0
- Non cadres	35	0
TOTAL	45	0

V. AUTRES INFORMATIONS

➤ Informations concernant la rémunération des cadres dirigeants :

En l'application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versé aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 146 990 € en 2023.

Le montant des rémunérations et avantages en nature versé aux mandataires s'est élevé à 7 338 € en 2023.